
7 mars 2006 : Toutes et tous en grève Contre le CPE, le CNE, le travail des enfants et la supercherie de l'égalité des chances !

Le CPE est un élément du projet gouvernemental qui prétend répondre aux révoltes des banlieues, comme l'est la restauration du travail de nuit des enfants et l'apprentissage à 14 ans. Dans son cynisme, le gouvernement n'hésite pas à baptiser son projet du titre racoleur « d'égalité des chances ». Comme si l'égalité avait quelque chose à voir avec la chance.

Contre le CPE, la journée de mobilisation interprofessionnelle du 7 février a déjà constitué une première riposte avec 400 000 manifestants dont de nombreux grévistes dans les rues des grandes villes du pays.

Toutes les organisations syndicales de salariés, étudiantes et lycéennes sont opposées au Contrat Première Embauche qui est l'envers d'un contrat puisque le patron n'est tenu à rien et que son pouvoir sur le salarié est total.

Le 7 mars, tous les syndicats appellent à une nouvelle journée de mobilisation qui doit permettre la convergence de tous ceux qui refusent la précarisation généralisée que patronat et gouvernement veulent nous imposer.

Pour gagner contre ce gouvernement la grève de toutes et tous est indispensable.

Le CPE s'appliquerait à l'ensemble des entreprises de plus de vingt salariés pour les moins de 26 ans. Avec ces contrats, les employeurs peuvent licencier à tout moment et sans aucun motif. Au bout des deux ans, considérés officiellement comme période « de consolidation », le jeune pourrait être licencié et le patron pourrait en prendre un autre dans les mêmes conditions.

En généralisant de telles conditions d'accès à l'emploi, le gouvernement entend transformer le système éducatif et particulièrement les Lycées Professionnels en fabrique de « viande à CPE ». Les travailleurs de l'Education nationale n'ont pas vocation à accompagner les projets réactionnaires de précarisation de la jeunesse.

Licencier quand bon leur semble : c'est ce que faisaient les patrons au XIX^{ème} siècle.

C'est à cela que les Villepin, Sarkozy, Robien veulent nous faire revenir : ne les laissons pas faire.

Ils veulent des jeunes dociles, nous travaillons à l'émancipation de la jeunesse

En risquant d'être licenciés à tout moment, sans raison, les salariés en CNE ou en CPE ne pourront jamais faire respecter leurs droits. Qui osera réclamer le paiement de ses heures supplémentaires ? Qui osera être malade ? Qui osera se syndiquer ou faire grève ? Qui osera prendre des jours pour enfant malade ? Quelle femme osera déclarer sa grossesse même si ces droits existent formellement ?

L'idée que nous défendons de l'enseignement laïque est à l'inverse de la fabrique de cette soumission, elle est au contraire celle d'une formation polytechnique pour toutes et tous qui développe l'esprit critique et permette à chacun d'être l'acteur de sa propre vie.

Ils veulent des immigrés sur mesure

A l'heure où Sarkozy envisage des expulsions massives d'élèves « sans-papiers » dès la fin de l'année scolaire, le gouvernement entend prolonger sa logique de destruction des droits sociaux y compris pour les étrangers travaillant et vivant en France souvent dans la plus grande précarité.

Le projet de loi « Ceseda » vise à fragiliser les conditions d'existence des immigrés et à restreindre encore leurs droits. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents des pays « en développement ».

Ne serait « acceptable » que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron. Inutile donc pour un travailleur étranger de vouloir faire respecter ses droits dans l'entreprise : le patron aura les moyens de le faire taire en le menaçant de le priver de son titre de séjour. Inutile de penser l'intégration scolaire de ses enfants, inutile de penser le droit à l'éducation pour tous.

Ils veulent des salariés sans droits

Depuis des années, la précarité gagne du terrain : temps partiels, intérim, CDD, emplois

Jeunes. Ils ont fait de l'Education Nationale le premier employeur de salariés précaires de ce pays. Cette même Education Nationale exploite depuis des décennies des salariés précaires sans aucune perspective d'emploi que le concours coupe-ret. Ils ont mis en place le CNE l'été dernier ; ils ont introduit l'apprentissage dès 14 ans, mettant ainsi en cause l'obligation de scolarité jusqu'à 16 ans ; ils ont ouvert la possibilité du travail de nuit à partir de 15 ans ; ils ont créé le contrat dernière embauche pour les Seniors...

Ce qu'ils veulent, à terme, c'est faire la peau du CDI et du Code du Travail. Soyons certains que s'ils réussissent à imposer le CPE, ils instaureront ensuite un contrat unique, inspiré du CNE et du CPE où quelques droits seront la récompense de la soumission. Et ensuite au nom de l'équité viendra la casse du statut de la fonction publique...

Le Medef de Laurence Parisot veut des salariés avec le moins de droits possibles: le SMIC et la durée légale du temps de travail sont aussi dans le collimateur.

?? Imposer le retrait du CPE, c'est donner un coup d'arrêt à leur volonté de mettre les salariés en situation de concurrence généralisée.

?? Imposer le retrait du CPE, c'est refuser la précarité généralisée de nos vies.

?? Imposer le retrait du CPE, c'est refuser l'exclusion scolaire et l'apprentissage à 14 ans.

?? Imposer le retrait du CPE c'est ré ouvrir des perspectives de luttes contre la précarité dans l'Education Nationale et dans l'ensemble du monde du travail

**Par la grève,
Non à la précarisation généralisée de nos vies**